

## **Les Comités de correspondance : un outil politique dans les colonies américaines (1765-1775)**

Agnès Trouillet

Le mouvement contemporain des « Tea Parties » soulève de nombreuses interrogations, tant en termes politiques qu'historiques<sup>1</sup>. Son étude s'inscrit dans le cadre d'un renouveau historiographique de l'histoire de la Révolution américaine, en tant qu'histoire de la démocratie et d'un mouvement politique populaire. Pour comprendre le mouvement du « Tea Party », qui se réclame des célèbres révolutionnaires qui jetèrent le thé dans le port de Boston en 1773, il semble pertinent de commencer par analyser la culture politique des années pré-révolutionnaires (1765-1775) afin d'identifier les acteurs de cette rébellion, ainsi que leur mode d'organisation. Le réseau de « Comités de correspondance » (Committees of Correspondence) institué dans les colonies à l'époque constitue un élément crucial de cette organisation politique. En étudiant les correspondances de ces comités, j'entends faire la lumière sur une organisation qui a institué un mode de communication et de fonctionnement politique, dont relève justement la Tea Party de 1773. Sur ce plan, je suis ici redevable aux théories de Richard D. Brown et de William B. Warner principalement<sup>2</sup>. Et à travers l'analyse de la communication et de l'organisation politique, je souhaite examiner d'un point de vue critique la question de l'émergence d'une « démocratie du peuple » en Amérique du nord à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle.

La question qui se pose est de savoir dans quelle mesure ces Comités de correspondance ont influencé l'action politique dans les colonies. Et au-delà de la thèse de nombreux historiens comme Gordon S. Wood ou Bernard Bailyn, selon laquelle ce sont les idées politiques qui ont entraîné la Révolution américaine, il convient d'insister sur le rôle crucial des Comités de correspondance dans le passage des idées à l'action<sup>3</sup>. En disséminant l'information sur la rébellion américaine et en encourageant l'implication des sujets (on ne parle pas encore de citoyens à l'époque) dans la vie politique, les Comités de correspondance ont permis de mettre en place un véritable système de gouvernement alternatif à celui de la Couronne.

Afin de présenter cette organisation et sa portée, j'aborderai en premier lieu l'origine des Comités de correspondance, afin de déterminer s'il s'agit ou non d'une invention américaine. Je m'intéresserai ensuite au Comité de correspondance de Boston, et à son influence dans la création d'un réseau de Comités de correspondance, notamment grâce à la Lettre-Pamphlet de Boston de 1772. Puis j'étudierai la réponse des villes du Massachusetts au Pamphlet de Boston,

qui montre comment les habitants des colonies se posent alors en véritables acteurs politiques. Enfin, j'évoquerai la Tea Party de 1773, en tentant d'expliquer dans quelle mesure les mystérieux Iroquois qui jetèrent le thé dans le port de Boston, agirent au nom d'un Comité de correspondance.

## **L'origine des Comités de correspondance**

Ces comités sont-ils une invention américaine de la période pré-révolutionnaire, ou existe-t-il des précédents, des sources d'inspiration, dans les colonies, voire dans la métropole anglaise ? Qu'en est-il du choix du terme de « comité », de la structure de ces comités, et de leur mode de fonctionnement ? Tout d'abord, il convient de se remémorer le contexte dans les colonies à l'époque. Les colons, en arrivant dans le Nouveau Monde, ont en quelque sorte « transplanté »<sup>4</sup> les lois et les institutions anglaises. Les colonies sont administrées par des Assemblées, composées de représentants provenant des différentes villes. Et aux yeux des colons, ces assemblées constituent de véritables parlements. À la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, la Couronne commence à intervenir dans l'administration des colonies, et envoie un Gouverneur royal pour administrer les affaires du Massachusetts. Depuis lors, les colons sont habitués à une lutte incessante contre ces gouverneurs royaux. Et dans ces conflits, ils ne font que reprendre les arguments parlementaires entendus en Angleterre au XVII<sup>e</sup> siècle, à savoir qu'en tant que sujet Anglais né libre, chacun peut, par l'intermédiaire du Parlement, s'opposer à la tyrannie royale. Par ailleurs, en temps de crise, il est bien naturel que les colonies se tournent vers l'Angleterre, leur modèle, pour trouver une justification de principe à leurs actes, ainsi que des précédents<sup>5</sup>.

Pour trouver ces précédents, il faut se reporter à l'époque de la Première Guerre civile en Angleterre au XVII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire la Première Révolution anglaise, de 1642 à 1645. Le Parlement, pour faire avancer plus rapidement les débats législatifs, nomme alors des « comités » (committees), chargés de fonctions de conseil et de compte rendu, de l'exécution de diverses tâches (comme le cantonnement des soldats) ou de la prise en charge de certains départements (comme le Comité des comtés : « Committee for the Counties »). Un Comité de sécurité (« Committee of Safety ») est également nommé, qui sera chargé de tout ce qui concerne « la sécurité du royaume, la défense du Parlement et le maintien de la paix »<sup>6</sup>. Ce Comité adopte les mesures nécessaires en temps de crise et dirige des comités locaux.

Les colonies américaines, dès les prémices de la Révolution, vont nommer des Comités de sécurité fondés sur le modèle des comités anglais : on constate par exemple une similitude évidente entre le Comité de sécurité de 1642 et les Comités de sécurité du Massachusetts et de

Virginie<sup>7</sup>. Néanmoins, des Comités de sécurité avaient déjà été instaurés dès 1689, lors de l'épisode que certains historiens nomment la « Glorieuse Révolution américaine »<sup>8</sup> (en référence à la « Glorious Revolution » en Angleterre, qui devait mener à l'adoption d'une monarchie parlementaire).

Par ailleurs, à l'époque qui nous intéresse, certaines colonies avaient depuis longtemps adopté un système de comités « permanents » (standing committee), comme le Comité des Élections, des Doléances publiques, de la Religion, de la Justice<sup>9</sup> etc. (je reviendrai sur l'importance de ce concept de permanence). Institués dès 1673, ces Comités disposaient de pouvoirs quasiment aussi importants que ceux de l'Assemblée, qu'ils remplaçaient en période de vacance parlementaire. Hormis ces Comités, il y avait également des commissions spéciales, nommées par l'Assemblée pour mener à bien des tâches exécutives.

Par ailleurs, à la veille de la Révolution, les colons expriment leur mécontentement en créant des Comités de correspondance au niveau des villes, des comtés et des provinces. Les Comités de correspondance de province se réunissent pendant la vacance du corps législatif et tiennent les citoyens informés de l'agitation dans les colonies. Les Comités de province présents dans chaque colonie ne sont pas aussi actifs que les Comités locaux installés dans les villes et bourgades, mais ils permettent de correspondre avec les autres provinces, et vont ainsi constituer un véritable réseau inter-colonies (ils seront également la première voie de communication entre les colonies et le Congrès Continental<sup>10</sup>). Quand la guerre devient imminente, les Comités de correspondance de province disparaissent, mais on voit se poursuivre le rôle des Comités locaux. Le Comité de correspondance de Chelsea sera par exemple chargé, avec les conseillers municipaux de Boston, d'appliquer l'embargo sur les produits britanniques. C'est donc un véritable « gouvernement de comités »<sup>11</sup> qui se met en place après la dissolution de l'autorité britannique.

En termes d'appellation et de structure, il est donc clair que les précédents sont à chercher dans l'Angleterre du XVII<sup>e</sup> siècle, et dans les colonies elles-mêmes. Néanmoins, en ce qui concerne le concept plus spécifique de comité de « correspondance », peut-on avancer qu'il s'agit d'une invention américaine ?

### **Le Comité de Boston et la création d'un réseau. Le Boston Pamphlet de 1772**

La question de l'origine du Comité de correspondance reste sujette à controverse. John Adams, grand révolutionnaire et futur président des États-Unis<sup>12</sup>, devait déclarer en 1780 que c'était son cousin Samuel Adams, ce grand artisan de la Révolution américaine<sup>13</sup>, qui en avait seul

eu l'idée. Cependant, Mercy Otis Warren, femme de lettres très active politiquement, prétendait que c'était son mari, le révolutionnaire James Warren, qui en avait suggéré l'idée à Samuel Adams<sup>14</sup>. La controverse porte aussi sur le caractère démocratique du Comité de correspondance. En effet, l'interprétation conservatrice de John Adams met l'accent sur le caractère individuel et héroïque de l'invention, par un seul homme, Samuel Adams. Or, une interprétation plus progressiste salue le caractère collectif de cette réalisation<sup>15</sup>.

Quoi qu'il en soit, le réseau de Comités de correspondance mis en place au début des années 1770 va exercer sur l'action politique une influence d'une ampleur que ses créateurs eux-mêmes n'avaient peut-être pas envisagée<sup>16</sup>. Il convient à ce titre de citer Mercy Otis Warren, justement, selon laquelle : « Sans doute aucune autre étape n'a contribué, et dans une telle mesure, à cimenter l'union des colonies, et l'acquisition ultime de l'indépendance, que l'institution des comités de correspondance »<sup>18</sup>.

Dès 1765, des comités de correspondance provisoires sont institués en réaction au « Stamp Act », un droit sur le timbre imposé par la Couronne afin de renflouer les caisses du Trésor, mises à mal après la Guerre de Sept Ans. Les colons se plaignent d'être taxés sans avoir été consultés, et estiment n'être pas véritablement représentés au Parlement ; de là naît la célèbre revendication : « No taxation without representation »<sup>19</sup>. À l'époque, Samuel Adams envoie une lettre circulaire (« circular letter ») aux autres colonies, pour susciter des réactions fédérées, ce qui aura pour effet l'abrogation du Stamp Act en 1766.

Mais c'est en 1772 que s'amorce véritablement la création d'un réseau de comités de correspondance, permanents cette fois. Les colons apprennent que l'administration britannique veut rétribuer les juges du Massachusetts avec les revenus des droits de douane, leur salaire étant jusqu'alors prélevé sur le budget de l'Assemblée de la province. Ceci est interprété comme une volonté de contrôle de l'autorité britannique sur les tribunaux du Massachusetts. Samuel Adams se joint alors à une pétition qui demande aux conseillers municipaux de convoquer une réunion à Boston, en vue d'instituer un Comité de correspondance permanent. Ce Comité aurait pour mission de rédiger une lettre-pamphlet (« pamphlet-letter ») à l'attention des autres villes du Massachusetts, afin de discuter de façon ouverte de cette crise politique, et de prendre en compte les diverses opinions.

Le 2 novembre 1772, l'Assemblée générale des habitants de Boston (« Town Meeting »), boycottée par les Tories (les Conservateurs), nomme un Comité de correspondance composé de 21 membres Whigs (ceux qui revendiquent les idées libérales de l'opposition en Angleterre) qui sont des personnalités importantes de la communauté de Boston. Le 3 novembre 1772, le Comité de correspondance de Boston se réunit pour la première fois, et nomme trois sous-comités pour

composer les trois parties du pamphlet : « la déclaration des droits » (« Statement of Rights »), « la liste des doléances » (« List of Grievances ») et, partie qui nous intéresse le plus ici, « la lettre adressée aux villes (du Massachusetts) » (« Letter to the Towns »).

Le comité se réunit les dix-sept jours suivants pour rédiger un pamphlet de 43 pages, qui est approuvé officiellement, et à l'unanimité, par l'Assemblée générale de Boston, le 20 novembre. Le titre du pamphlet démontre la lente et laborieuse procédure suivie par le Comité pour sa rédaction : « Les Votes et Actes des Propriétaires terriens et des Habitants de la Ville de Boston »<sup>20</sup>. Des copies sont envoyées à 260 villes et localités de la province du Massachusetts<sup>21</sup>. Le pamphlet retrace l'histoire des conflits avec le Gouverneur royal (Thomas Hutchinson à l'époque), il énonce les droits des colons et exprime leurs doléances, et enfin, il invite les destinataires à créer leur propre Comité de correspondance et à lier leurs activités à la ville de Boston. Ainsi, toutes les villes, tous les comtés ou assemblées, en instituant leur propre Comité, vont pouvoir prendre part à un véritable réseau qui va étendre la participation politique à l'échelle de la colonie du Massachusetts.

Il convient de s'interroger sur les caractéristiques du Comité de correspondance qui permettent à ce corps hétérogène et versatile d'apparaître comme l'agent politique le plus adroit<sup>22</sup> dans la promotion de la cause Whig, soit de la cause patriote nord-américaine. Le Comité de correspondance de Boston est permanent (« standing » committee), de ce fait il n'a pas à demander d'autorisation pour se réunir. Il est par ailleurs secret, chaque membre s'étant engagé à ne divulguer aucune information, hormis celles choisies par le Comité. Et il met l'accent sur la communication, fonction qui va être assurée par la troisième partie du pamphlet, la Lettre adressée aux villes. Pour garantir cet objectif de communication, les membres du Comité se conforment à des règles, ou protocoles précis<sup>23</sup> : agenda, prise de parole, et principe d'égalité entre les membres. Du fait que chaque membre accepte de subordonner ses opinions individuelles aux communications du Comité, ce dernier peut prétendre à sa fonction représentative, c'est-à-dire parler au nom de tous les habitants de la ville de Boston. Les Conservateurs Tories, loyalistes à la Couronne, et les Britanniques, considéraient d'ailleurs ces Comités comme une nouvelle entité politique dangereuse, constituée « d'hommes de comités » (« committee men »)<sup>24</sup>. Et de fait, c'est une véritable « machine publique » (expression utilisée en 1778 par Joseph Reed, un Whig de Pennsylvanie) qui va se mettre en branle à partir de 1774, puisque les autres colonies vont elles aussi, et de façon systématique, organiser des Comités de correspondance permanents.

On peut aussi se demander à quoi tient la nature subversive du pamphlet du Comité de correspondance de Boston. Le pamphlet utilise de façon novatrice et intelligente deux éléments

fondamentaux de la pétition : la déclaration des droits, et la liste des doléances, mais en omettant judicieusement le troisième élément, à savoir l'humble adresse à l'autorité (Roi, Parlement ou Gouverneur), qui inscrit les deux premiers dans le cadre des hiérarchies politiques formelles. Au lieu de cela, la « Lettre adressée aux villes » lance un appel aux habitants de la province, pour qu'ils jugent et répondent à la revendication de Boston, selon laquelle l'administration britannique attente à leurs droits et à leur liberté. Or, c'est bien ce changement de mode de communication, d'adresse, en passant du sommet de la hiérarchie au peuple, qui est porteur de potentiel révolutionnaire.

Si la Lettre utilise une rhétorique familière pour les colons, elle utilise un langage nouveau, le « langage de comité » (« committee speak ») qui utilise la première personne du pluriel collective, le « nous » (« we »). (Les premiers mots de la Constitution américaine, qui sera rédigée en 1787, viennent ici directement à l'esprit : « We the people »). Le Comité se veut en effet représentatif des diverses idées et opinions des habitants de la province. Or, ce que l'on reconnaît ici, ce sont des protocoles de communication qui annoncent le début du républicanisme<sup>25</sup>. Le Président de l'Assemblée générale de Pennsylvanie, Joseph Galloway, Conservateur, l'aura bien perçu. En 1774, lorsque le Comité de correspondance de Philadelphie rejoindra les autres Comités de Pennsylvanie pour organiser une Convention afin d'élire des délégués au Premier Congrès Continental, il s'écriera : les Comités de correspondance « placent l'anarchie au-dessus de l'ordre – C'EST LE DÉBUT DU RÉPUBLICANISME »<sup>27</sup>.

Comment les villes du Massachusetts vont-elles répondre à l'appel du Comité de Boston ? De façon massive. Et il semblerait, vu l'ampleur et la diversité des réponses, que les habitants des provinces n'attendaient que ce signal pour passer à l'action<sup>28</sup>.

### **Les réponses des villes à la Lettre de Boston**

Le pamphlet de Boston va provoquer une réponse d'une ampleur extraordinaire. Cette influence, selon certains historiens comme John C. Miller ou Arthur J. Schlesinger, est due au caractère persuasif, voire militant, du pamphlet. Samuel Adams est même qualifié de « pionnier de la propagande »<sup>29</sup>. Les villes du Massachusetts, selon eux, répondent de manière conditionnée, en réaction à une rhétorique familière, ancrée par des années de propagande et selon les termes prescrits par le Comité de correspondance de Boston<sup>30</sup>. Or, cette thèse minimise l'existence d'opinions locales. En effet, la propagande à elle seule ne peut expliquer la diversité des réponses. Et c'est bien cette diversité, par les comportements qu'elle exprime, qui permet de comprendre

les idées politiques locales qui prévalent à la veille de l'indépendance des colonies. Certaines villes vont faire des suggestions qui vont bien au-delà des propositions du pamphlet<sup>31</sup>.

La Lettre adressée aux villes pose la question suivante : comment préserver la liberté des sujets contre les attaques perpétrées par la Couronne sur la Constitution ? Grâce à la résistance politique ! Les villes du Massachusetts sont appelées à défendre leurs droits, en informant leurs représentants, qui siègent dans les Assemblées législatives, et en prenant les mesures dictées par la sagesse et le courage. Les habitants doivent montrer à l'ennemi qu'ils connaissent leurs droits et sont prêts à les défendre. C'est un appel à l'action qui repose sur un sens profond du devoir, envers les habitants eux-mêmes et envers leurs ancêtres. Or ici, le Comité de Boston touche la corde la plus sensible chez les habitants du Massachusetts en termes de convictions politiques. En effet, à l'époque, ce à quoi l'on aspire profondément, c'est la vertu républicaine, c'est-à-dire la vertu publique. Les questions sont posées en termes moraux, et c'est pour cette raison que les villes vont entendre l'appel de Boston, et y répondre massivement<sup>32</sup>.

Aux mois de décembre 1772 et janvier 1773, les villes se réunissent pour examiner le pamphlet et rédiger leurs réponses. Ces réponses, parfois accompagnées d'une lettre d'explication, inondent littéralement le Comité de Boston dès le début du mois de janvier 1773. Fin janvier, plus de 70 villes sur les 260 que compte le Massachusetts ont envoyé leur compte rendu, et dans les semaines qui suivent, 40 autres localités font de même.

Il est difficile de mesurer le déversement massif de « sentiments » de certaines villes par rapport au silence assourdissant des autres, d'autant que certaines réponses sont critiques, et que certains silences sont approbateurs. Il faudrait une analyse ville par ville pour connaître la nature exacte des réponses. Néanmoins, il est possible de tirer quelques généralités de ces résultats, notamment l'écart géographique net qui prévaut entre l'est et l'ouest de la province. De fait, plus on s'éloigne de Boston, moins il y a de réponses. Des facteurs idéologiques peuvent l'expliquer : en effet, dans l'est du Massachusetts, les responsables locaux sont étroitement liés aux membres du Comité de correspondance de Boston, ce qui encourage les réponses positives, alors qu'à l'ouest, ils sont plutôt en bons termes avec le Gouverneur royal, ce qui a pour conséquence d'ignorer le pamphlet. Mais des facteurs matériels, comme la distance, peuvent aussi expliquer l'absence de réponse. Les villes n'ont pas d'intérêt à se prononcer si la session hivernale du Tribunal général est déjà passée, ou si les décisions de l'Assemblée ont déjà été publiées. Enfin, on peut supposer que certaines très petites villes n'ont pas une activité politique centralisée<sup>33</sup>.

Une centaine de réponses, ce n'est pas totalement représentatif. Néanmoins, cela fournit un échantillon sans précédent sur les convictions politiques locales, à un moment critique, à savoir les premiers mois de 1773, juste avant le Tea Act qui sera promulgué au mois de mai, facilitant

l'accession de la Compagnie anglaise des Indes Orientales au monopole de la vente de thé dans les colonies. Cet échantillon est également révélateur de la façon dont des petites villes de province relient les questions de politique impériale et de gouvernement constitutionnel à leur propre sphère de responsabilité politique<sup>34</sup>.

Ainsi, les villes du Massachusetts montrent qu'elles considèrent le droit au rassemblement et au débat politique comme essentiel, qu'elles sont désireuses d'une union à l'échelle de la colonie (certaines proposent même une union à l'échelle du continent, comme Leicester), et qu'elles apprécient le fait de pouvoir exprimer des opinions individuelles. Mais surtout, les villes montrent à quel point la résistance est primordiale. Depuis le début du conflit avec les Gouverneurs royaux, et surtout depuis le Stamp Act, la résistance est une coutume pour les habitants du Massachusetts. Comme l'exprime la ville de Petersham, « Dieu ne souffrira pas que la Couronne « asservisse » les colonies »<sup>35</sup>.

La moitié des villes répond donc à l'invitation à créer un Comité de correspondance en vue « d'obtenir réparation », ce qui montre que les institutions existantes ont jusqu'ici échoué dans cette tâche.

On constate des incertitudes quant aux stratégies à adopter, ce qui explique sans doute pourquoi les villes les plus éloignées s'en remettent à Boston, la « métropole », qui saura recourir aux moyens appropriés. Mais dans l'ensemble, la diversité des réponses suggère une indépendance d'action qui écarte toute interprétation de domination ou de manipulation de la part du Comité de correspondance de Boston. Toutes les villes s'accordent sur la nécessité de défendre leurs droits. On peut donc penser que le Comité de correspondance de Boston agit comme catalyseur dans un processus compliqué, où les villes du Massachusetts commencent à reconnaître et exprimer leur responsabilité politique locale, dans le contexte plus large des questions de droits constitutionnel et de droit impérial<sup>36</sup>. Et c'est bien pour défendre leurs droits et leur liberté que les destructeurs du thé, le 16 décembre 1773, vont agir. Penchons-nous à présent sur cet épisode culminant de la période pré-révolutionnaire, celui qui devait aboutir au véritable conflit, puis à l'indépendance des colonies.

### **La Tea Party du 16 décembre 1773**

Au soir du 16 décembre 1773, ce sont des hommes déguisés en Indiens qui abordent les trois navires stationnés à Griffin's Wharf et contenant les cargaisons de thé anglais. En l'espace de quelques heures, ils vont jeter par-dessus bord 342 caisses de thé, contenant pas moins de 90 000 livres, soit 45 tonnes du précieux breuvage (l'équivalent de 10 000 livres sterling)<sup>37</sup>.



Outre le nombre et l'identité exacte des participants, il est intéressant de comprendre pourquoi ces hommes étaient déguisés en Indiens, et plus précisément en Mohawks (en Iroquois), mais aussi de déterminer s'ils agissaient au nom du Comité de correspondance de Boston. S'il n'est pas prouvé que les « destructeurs du thé »<sup>38</sup> agissaient au nom du Comité de Boston, il est évident que les organisateurs et les participants (qui parfois ne faisaient qu'un) y étaient associés de près ou de loin<sup>39</sup>. Les membres du Comité de correspondance de Boston étaient souvent les mêmes que ceux qui siégeaient lors des Assemblées générales de la ville, ces « Fils de la Liberté » (« Sons of Liberty »), au nombre desquels on comptait Samuel Adams bien sûr, James Warren, Docteur Thomas Young, Paul Revere<sup>40</sup> et bien d'autres encore. Si les instructions concernant la destruction du thé n'émanaient pas directement du Comité de correspondance de Boston, elles en étaient a priori l'un des produits.

Mais pourquoi les organisateurs demandèrent-ils aux protagonistes de se déguiser en Indiens ? Les témoignages varient entre des versions évoquant « des Indiens Mohawks » ou simplement « des personnes vêtues comme des Indiens », mais ces déguisements sont présents dans toutes les mémoires. Élaboré ou non, le déguisement avait un sens pour les participants à la destruction du thé et pour le public qui y assistait<sup>41</sup>. Le déguisement visait bien sûr à préserver l'anonymat des participants, mais certains déguisements étaient peu convaincants (certains s'étaient en effet simplement noirci le visage avec de la suie). L'objectif des organisateurs était donc autre. D'un côté, ils voulaient effrayer leurs ennemis en jouant sur la peur des émeutes. Très fréquentes à Boston, les émeutes étaient depuis le Stamp Act principalement dirigées vers les représentants de l'autorité britannique. Mais les manifestants s'attaquaient alors uniquement à leurs biens (saccageant leurs maisons), ou les brûlaient en effigie, sans s'attaquer directement aux personnes. D'un autre côté, donc, les organisateurs voulaient rassurer les habitants de Boston sur le fait qu'il n'y aurait pas de dérapage. En utilisant ces déguisements, les destructeurs du thé faisaient la déclaration suivante : « Nous ne faisons pas partie de la communauté de Boston », et empêchaient ainsi toute accusation à l'encontre de la ville<sup>42</sup>.

Pourquoi, précisément, avoir choisi ces déguisements de Mohawks ? Les Mohawks, les Iroquois, inspirent un mélange de peur et de respect aux habitants du Massachusetts, qui gardent un souvenir très vif de la récente Guerre de Sept Ans (« French and Indian War », 1754-1763). Les Mohawks sont particulièrement redoutés, car récemment, ils ont sauvagement et totalement détruit la ville de Deerfield, dans le Massachusetts<sup>43</sup>. Néanmoins, ils sont aussi respectés car ils revendiquent haut et fort leur liberté. Ils ont par exemple exprimé leur crainte d'être « asservis » par les Britanniques, qui distribuent sans état d'âme leurs terres aux colons. Les organisateurs veulent donc symboliser ce caractère à la fois terrifiant et intrinsèquement libre des Mohawks. Par

ailleurs, depuis les années 1760, les Britanniques utilisent la figure de l'Indien pour représenter les Américains, qui ne peuvent selon eux se départir de leur statut inférieur et barbare. De fait, les Américains eux-mêmes se représentent ainsi sur les gravures de l'époque, exploitant ce symbole à leurs fins<sup>44</sup>. Une semaine avant la Tea Party, un article est publié dans le *Boston Evening-Post*. Sous le pseudonyme « A Ranger », l'auteur se déclare « prêt à en découdre sur le terrain »<sup>45</sup>. Ceci revenait à faire la déclaration suivante : « Puisque les Britanniques nous traitent comme des Indiens, nous sommes prêts à nous battre comme des Indiens »<sup>46</sup>. Ainsi, le symbole est utilisé pour légitimer la destruction du thé, présentant les colons comme prêts à défendre leurs droits contre l'assaillant britannique, mais tout en se démarquant des habitants de la communauté de Boston.

Nous avons vu comment le réseau des Comités de correspondance, principalement à l'initiative du Comité de correspondance de Boston, a encouragé et étendu l'engagement politique à l'ensemble du Massachusetts, puis aux autres colonies. Favorisant le passage des idées à l'action politique, le Comité de correspondance s'est révélé un véritable catalyseur dans la rébellion contre l'administration britannique, parvenant à fédérer les diverses opinions et jouant un rôle crucial dans ce que John Adams devait décrire en 1818, comme une « perfection d'union et de synchronisation entre les treize colonies »<sup>47</sup>.

L'épisode de la Tea Party de 1773, pacifique mais hautement symbolique, fut le déclencheur de l'indépendance des colonies. Les organisateurs, ces Fils de la Liberté qui siégeaient au Comité de correspondance, décidèrent d'y recourir uniquement parce que toutes les autres solutions avaient été épuisées. Se sentant soutenus par les opinions exprimées par tout le réseau provincial des Comités de correspondance, les militants de la Tea Party transformèrent un geste anecdotique en symbole d'opposition et de rassemblement. Et cet acte, ainsi que l'influence exercée grâce à l'étendue du réseau des Comités de correspondance, devait entraîner la fin de l'autorité britannique sur les colonies.

## BIBLIOGRAPHIE

### Sources primaires :

- Bailyn, Bernard, *Pamphlets of the American Revolution*, Harvard University Press, 1965
- Journaux coloniaux, *Boston Gazette*, *Boston Chronicle*, *Massachusetts Spy*
- Otis, James, *The Rights of the British Colonies Asserted and Proved*, Boston, New England, Printed by Edes and Gill, 1764
- *The Votes and Proceedings of the Freeholders and other Inhabitants of the Town of Boston, In Town Meeting assembled, According to Law*, (Published by Order of the Town), Boston, Printed by Edes and Gill, in Queen-Street, and T. and J. Fleet in Cornhill, 1772

### Sources secondaires :

#### OUVRAGES

- Bailyn, Bernard, *The Ideological Origins of the American Revolution*, Cambridge, Harvard University Press, 1992
- Breen, T.H., *American Insurgents, American Patriots : The Revolution of the People*, New York, Hill & Wang Inc., 2011
- Brown, Richard D., *Revolutionary Politics in Massachusetts : The Boston Committee of Correspondence and the Towns, 1772-1774*, Cambridge, Harvard University Press, 1970
- Carp, Benjamin L., *Defiance of the Patriots : The Boston Tea Party and the Making of America*, New Haven, Yale University Press, 2010
- Collins, Edward D., *Committees of Correspondence of the American Revolution*, Annual Report of the American Historical Association for the year 1901, 2 vols., 1902
- Godet, Aurélie, *Le Tea Party : Portrait d'une Amérique désorientée*, Paris, Editions Vendémiaire, 2012
- Hunt, Agnès, *The Provincial Committees of Safety of the American Revolution (1904)*, Charleston, Bibliobazar, 2010
- Lepore, Jill, *The Whites of Their Eyes : The Tea Party's Revolution and the Battle over American History*, Princeton, Princeton University Press, 2010
- Maier, Pauline, *From Resistance to Revolution : Colonial Radicals and the Development of American Opposition to Britain, 1765-1776 (1972)*, New York, W.W. Norton, 1991
- Nash, Gary, *The Unknown American Revolution : The Unruly Birth of Modern Democracy and the Struggle to Create America*, New York, Viking Press, 2005
- Young, Alfred F. *The Shoemaker and the Tea Party : Memory and the American Revolution*, Boston, Beacon Press, 1999
- Warren, Mercy Otis, *History of the Rise and Progress and Termination of the American Revolution*, ed. Lester H. Cohen (1805), Indianapolis, Liberty Fund, 1989
- Wood, Gordon, *The Radicalism of the American Revolution*, New York, Knopf, 1992

#### ARTICLES

- Adams, W. Paul, « Republicanism in Political Rhetoric Before 1776 », *Political Science Quarterly*, Vol. 85, No. 3 (Sep., 1970), pp. 397-421
- Brown, Richard D., « Towns Reply to the Boston Committee of Correspondence, 1773 », *The William and Mary Quarterly*, Third Series, Vol. 25, No. 1, (Jan., 1968), pp. 22-39
- Fea, John, « The Way of Improvement Leads Home : Philip Vickers Fithian's Rural Enlightenment », *The Journal of American History*, Vol. 90, No. 2, (Sep., 2003), pp. 462-490

- Slauter, Eric, « Reading and Radicalization : Print, Politics, and the American Revolution », *Early American Studies*, Vol. 8, No. 1, Winter 2010, pp. 5-40
- Warner, William B., « The Invention of a Public Machine for Revolutionary Sentiment - The Boston Committee of Correspondence », *The Eighteenth Century*, Vol. 50, Numbers 2-3, Summer/Fall 2009, pp. 145-164

---

<sup>1</sup> Voir notamment Jill Lepore, *The Whites of Their Eyes : The Tea Party's Revolution and the Battle over American History*, Princeton, Princeton University Press, 2010, et Aurélie Godet, *Le Tea Party : Portrait d'une Amérique désorientée*, Paris, Éditions Vendémiaire, 2012.

<sup>2</sup> Richard D. Brown, « Towns Reply to the Boston Committee of Correspondence, 1773 », *The William and Mary Quarterly*, Third Series, Vol. 25, No. 1, (Jan., 1968), pp. 22-39 ; William B. Warner, « The Invention of a Public Machine for Revolutionary Sentiment – The Boston Committee of Correspondence », *The Eighteenth Century*, Vol. 50, No. 2-3, Summer/Fall 2009, pp. 145-164.

<sup>3</sup> William B. Warner, article cité, p. 161.

<sup>4</sup> Agnès Hunt, *The Provincial Committees of Safety of the American Revolution* (1904), Charleston, Bibliobazar, 2010, p. 159.

<sup>5</sup> *Idem*, p. 159.

<sup>6</sup> Traduction de l'auteur, comme dans le reste de l'article.

Texte original : « the Safety of the Kingdom, the Defense of the Parliament, and the Preservation and Peace of the Kingdom [...] »

<sup>7</sup> Agnès Hunt, *The Provincial Committees of Safety of the American Revolution*, Charleston, Bibliobazar, 2010 (1904), p. 164.

<sup>8</sup> Le concept de « Glorieuse Révolution américaine » (Glorious Revolution in America), à propos des révoltes dans les colonies américaines depuis la Révolte de Nathaniel Bacon en 1676 jusqu'aux révoltes en Nouvelle-Angleterre, dans l'Etat de New York et dans le Maryland en 1689, a été développé principalement par David S. Lovejoy dans son ouvrage *The Glorious Revolution in America*, Middletown, Wesleyan University Press, 1987 (1972).

<sup>9</sup> Texte original : « Committee of Elections, of Public Claims, of Religion, of Justice ».

<sup>10</sup> Le Premier Congrès continental est le nom donné à l'assemblée composée des délégués des colonies d'Amérique du Nord qui se réunit en 1774.

<sup>11</sup> William B. Warner, « The Invention of a Public Machine for Revolutionary Sentiment - The Boston Committee of Correspondence », *The Eighteenth Century*, Vol. 50, No. 2-3, Summer/Fall 2009, p. 150.

<sup>12</sup> Voir la biographie écrite par David McCullough, *John Adams*, New York, Simon & Schuster, 2001.

<sup>13</sup> Membre de l'Assemblée législative du Massachusetts et de l'Assemblée de la ville de Boston dans les années 1760, Samuel Adams œuvra considérablement pour s'opposer aux mesures de taxation imposées par le Parlement britannique. Il fut l'un des artisans de la coopération inter-colonies. Il coordonna la résistance contre ce que les colons considéraient comme une violation de leurs droits constitutionnels par la Couronne, notamment en participant à la création du réseau de Comités de correspondance. Il participa au premier Congrès Continental en 1774 et fut l'un des signataires de la Déclaration d'indépendance en 1776. Enfin, il collabora à la rédaction des Articles de la Confédération et de la Constitution du Massachusetts.

<sup>14</sup> Mercy Otis Warren, *History of the Rise and Progress and Termination of the American Revolution*, ed. Lester H. Cohen, Indianapolis, Liberty Fund, 1989, 1 : 61-62.

<sup>15</sup> L'idée du caractère collectif et démocratique des Comités de correspondance est développée par Richard D. Brown dans son ouvrage *Revolutionary Politics in Massachusetts : The Boston Committee of Correspondence and the Towns, 1772-1774*, Cambridge, Harvard University Press, 1970.

<sup>16</sup> Thèse défendue par Richard D. Brown dans *Revolutionary Politics in Massachusetts : The Boston Committee of Correspondence and the Towns, 1772-1774*, Harvard University Press, 1970.

<sup>18</sup> Mercy Otis Warren, *History of the Rise and Progress and Termination of the American Revolution*, ed. Lester H. Cohen, Indianapolis, Liberty Fund, 1989, 1 : 61-62. Texte original : « perhaps no single step contributed so much to cement the union of the colonies, and the final acquisition of independence, as the establishment of committees of correspondence. »

<sup>19</sup> Cette célèbre expression ne fut pas utilisée littéralement par James Otis dans son pamphlet *The Rights of the British Colonies Asserted and Proved*, Boston, New England, Printed by Edes and Gill, 1764. Néanmoins, il en avança le principe en ces termes : « that no parts of His Majesty's dominions can be taxed without their consent ; that every part has a right to be represented in the supreme or some subordinate legislature ».

<sup>20</sup> Titre original : « The Votes and Proceedings of the Freeholders and other Inhabitants of the Town of Boston, In Town Meeting assembled, According to Law ».

<sup>21</sup> Richard D. Brown, « Towns Reply to the Boston Committee of Correspondence, 1773 », *The William and Mary Quarterly*, Third Series, Vol. 25, No. 1, (Jan. 1968), p. 26.

<sup>22</sup> William B. Warner, « The Invention of a Public Machine for Revolutionary Sentiment - The Boston Committee of Correspondence », *The Eighteenth Century*, Vol. 50, No. 2-3, Summer/Fall 2009, p. 147.

---

<sup>23</sup> *Idem*, p. 150.

<sup>24</sup> Dans son article, William B. Warner explique comment Ethan Allen, patriote américain emprisonné à New York, décrit par cette expression l'un des prisonniers avec lesquels il partage sa cellule (*The Narrative of Colonel Ethan Allen*, Bedford, Mass., 1779).

<sup>25</sup> William B. Warner, « The Invention of a Public Machine for Revolutionary Sentiment - The Boston Committee of Correspondence », *The Eighteenth Century*, Vol. 50, No. 2-3, Summer/Fall 2009, p. 150.

<sup>27</sup> W. Paul Adams, « Republicanism in Political Rhetoric Before 1776 », *Political Science Quarterly*, Vol. 85, No. 3 (Sep., 1970), p. 407. Texte original : « setting up anarchy above order—IT IS THE BEGINNING OF REPUBLICANISM ».

<sup>28</sup> Richard D. Brown, « Towns Reply to the Boston Committee of Correspondence, 1773 », *The William and Mary Quarterly*, Third Series, Vol. 25, No. 1, (Jan. 1968), p. 32.

<sup>29</sup> Cette expression renvoie au titre même de l'ouvrage de John C. Miller, *Sam Adams : Pioneer in Propaganda*, Boston, Little, Brown & Co., 1936.

<sup>30</sup> Thèses développées dans Arthur M. Schlesinger, *The Colonial Merchants and the American Revolution, 1763-1776*, New York, 1918, pp. 255-261, 300 ; Arthur M. Schlesinger, *Prelude to Independence : The Newspaper War on Britain, 1764-1776*, New York, Knopf, 1958, pp. 16, 20-21 ; John C. Miller, *Sam Adams : Pioneer in Propaganda*, Boston, Little Brown & Co., 1936, p. 268.

<sup>31</sup> Richard D. Brown, « Towns Reply to the Boston Committee of Correspondence, 1773 », *The William and Mary Quarterly*, Third Series, Vol. 25, No. 1, (Jan. 1968), p. 23.

<sup>32</sup> *Idem*, p. 25.

<sup>33</sup> *Idem*, p. 26.

<sup>34</sup> *Idem*, p. 27.

<sup>35</sup> J'attire ici l'attention sur le texte original, particulièrement éloquent : « GOD will not suffer this Land, where the Gospel hath flourished, to become a Slave of the world. » (réponse de la ville de Petersham, le 4 janvier 1773, citée dans Richard D. Brown, « Towns Reply to the Boston Committee of Correspondence, 1773 », *The William and Mary Quarterly*, Third Series, Vol. 25, No. 1, (Jan. 1968), p. 31).

<sup>36</sup> Richard D. Brown, « Towns Reply to the Boston Committee of Correspondence, 1773 », *The William and Mary Quarterly*, Third Series, Vol. 25, No. 1, (Jan. 1968), p. 38.

<sup>37</sup> Comme le précise Benjamin L. Carp au chapitre 6 de son ouvrage, *Defiance of the Patriots : The Boston Tea Party and the Making of America*, New Haven, Yale University Press, 2010.

<sup>38</sup> Le terme « Tea Party » ne sera utilisé qu'à partir du 19<sup>ème</sup> siècle. À l'époque des événements, il était question de la destruction du thé (« Destruction of the Tea »), comme l'explique Alfred F. Young dans *The Shoemaker and the Tea Party*, Boston, Beacon Press, 1999, p. xvi.

<sup>39</sup> Théorie avancée par Benjamin L. Carp au chapitre 5 de son ouvrage, *Defiance of the Patriots : The Boston Tea Party and the Making of America*, New Haven, Yale University Press, 2010.

<sup>40</sup> James Warren fut élu président de l'Assemblée du Massachusetts en 1765. James et son épouse Mercy (déjà citée) furent très investis dans la résistance contre l'autorité britannique, et leur demeure devint un lieu central de la politique, où ils accueillirent des réunions des Fils de la Liberté.

Le Docteur Thomas Young fut membre du Comité de correspondance de Boston, et prit part à la destruction du thé en 1773. Ne portant pas de déguisement, il fut reconnu et accusé par les Britanniques ; il échappa de peu à la mort. Il entretint une correspondance publique importante avec Samuel Adams, son mentor en politique. Comme Thomas Paine, Young défendit ardemment la constitution démocratique de Pennsylvanie.

Paul Revere fut l'un des dirigeants des Fils de la Liberté. Il est connu pour sa course à cheval dans la nuit du 18 avril 1775, la « Midnight Ride », qui permit de prévenir Samuel Adams et John Hancock (autre activiste anti-britannique de Boston) des mouvements de l'armée britannique, qui avait commencé à marcher de Boston à Lexington (l'armée britannique occupait Boston depuis que les ports avaient été fermés suite à la Tea Party). Il fut immortalisé pour ses gestes héroïques lors de la bataille de Lexington et Concord qui survint quelques heures plus tard et marqua le début de la Guerre d'indépendance.

<sup>41</sup> Benjamin L. Carp, *Defiance of the Patriots : The Boston Tea Party and the Making of America*, Yale University Press, 2010, p. 141.

<sup>42</sup> *Idem*, p. 146.

<sup>43</sup> Comme l'explique Benjamin L. Carp au chapitre 6 de son ouvrage *Defiance of the Patriots : The Boston Tea Party and the Making of America*, Yale University Press, 2010.

<sup>44</sup> Benjamin L. Carp, *Defiance of the Patriots : The Boston Tea Party and the Making of America*, 2010, p. 155.

<sup>45</sup> Jeu de mots sur « looking for a “bush fight” ».

<sup>46</sup> Benjamin L. Carp, *Defiance of the Patriots : The Boston Tea Party and the Making of America*, 2010, p. 157.

<sup>47</sup> Ma traduction reprend des éléments présents dans un passage célèbre d'une lettre de John Adams adressée à un rédacteur en chef en 1818, où il décrit l'union des colonies américaines comme suit : « Thirteen clocks were made to strike together ; a perfection of mechanism which no artist had ever before effected » (Niles's *Weekly Register*, March 7, 1818, écrit en italiques dans l'original ; repr. John Adams, « The Meaning of the American Revolution », *Annals of American History* (Chicago, 1968), 4 : 466).